

# Les résultats d'un test d'alcoolémie peuvent-ils être utilisés comme preuve dans une procédure disciplinaire ?

## Réponse courte

Oui, les résultats d'un test d'alcoolémie peuvent constituer une preuve dans une procédure disciplinaire, à condition que le test respecte les garanties procédurales du règlement intérieur. Le juge vérifie la régularité : information préalable, personne habilitée, proposition d'un **contre-test** et confidentialité conformément à l'art. L.261-1. Un test réalisé sans base réglementaire peut être écarté des débats.

Le résultat constitue un **indice parmi d'autres** dans l'appréciation de la faute. Le tribunal examine l'ensemble du dossier : témoignages, signes d'ébriété, nature du poste et antécédents. Un résultat positif isolé peut être insuffisant pour justifier un licenciement pour faute grave. L'employeur a intérêt à constituer un **dossier complet** associant le test à d'autres éléments factuels.

## Définition

La **preuve par éthylotest** désigne l'utilisation du résultat d'un test d'alcoolémie réalisé en entreprise comme élément probatoire dans une procédure disciplinaire ou judiciaire. Sa recevabilité dépend du respect des conditions de collecte et du principe de **loyauté de la preuve**.

## Conditions d'exercice

La recevabilité du résultat d'un test d'alcoolémie comme preuve est soumise à plusieurs conditions.

Condition	Détail
<b>Base réglementaire</b>	Le test doit être prévu par le règlement intérieur ou une politique interne
<b>Information préalable</b>	Le salarié doit connaître la possibilité de contrôle et ses conséquences
<b>Réalisation conforme</b>	Personne habilitée, matériel calibré, présence d'un témoin
<b>Contre-test proposé</b>	Le salarié doit avoir eu la possibilité de contester le premier résultat
<b>Confidentialité</b>	Le résultat ne doit pas avoir été divulgué à des tiers non concernés
<b>Proportionnalité</b>	Le test doit avoir été motivé par des circonstances concrètes

## Modalités pratiques

La constitution d'un dossier probatoire solide implique plusieurs éléments complémentaires au test.

Élément	Détail
Rapport de test	Document signé par le testeur et le témoin, mentionnant date, heure et résultat
Témoignages	Attestations écrites de collègues ou supérieurs ayant constaté les signes d'ébriété
Constat comportemental	Description précise des signes extérieurs observés (démarche, élocution, odeur)
Historique	Rappel des éventuels incidents ou avertissements antérieurs
Certificat de calibrage	Preuve que l'éthylotest utilisé était conforme et régulièrement vérifié
Conservation des données	Archivage conforme à l'art. <a href="#">L.261-1</a> avec durée de conservation limitée

## Pratiques et recommandations

**Constituer un dossier factuel complet** ne reposant pas exclusivement sur le résultat de l'éthylotest, mais associant témoignages, constats comportementaux et historique.

**Vérifier régulièrement le calibrage des éthylotests** et conserver les certificats de vérification pour prévenir toute contestation sur la fiabilité du matériel.

**Respecter scrupuleusement la procédure prévue au règlement intérieur**, car un vice de procédure peut entraîner l'irrecevabilité du résultat, même si le salarié était effectivement en état d'ébriété.

**Limiter l'accès aux résultats** aux seules personnes directement impliquées dans la gestion de l'incident pour éviter une violation de la [protection des données](#) susceptible d'invalider la preuve.

## Cadre juridique

Référence	Objet
Art. <a href="#">L.261-1</a>	Protection des données personnelles et surveillance au travail
Art. <a href="#">L.124-10 (3)</a>	Obligation de motivation écrite du licenciement pour faute grave
Art. <a href="#">L.312-1</a>	Obligation de sécurité justifiant le contrôle

Le droit luxembourgeois applique le principe de liberté de la preuve devant le tribunal du travail. Toutefois, une preuve obtenue de manière déloyale ou disproportionnée peut être écartée par le juge.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.